

affiche une complète indifférence à l'endroit des problèmes des pêcheurs et de la pêche. Nous ne pouvons pas le lui pardonner. Nous nous attendrions qu'il fasse au moins semblant de s'intéresser au sort des pêcheurs et de les épauler dans leur lutte pour la survivance. Nous nous attendrions qu'il soutienne la cause de ces gens qui cherchent à se protéger contre les pirates du XX^e siècle qui infestent les eaux de nos côtes et de nos baies.

Des voix: Bravo!

M. Carter: Nous nous attendrions que le ministre s'inquiète du manque d'installations portuaires convenables et qu'il persuade son collègue le ministre des Travaux publics de la nécessité de mobiliser des fonds pour aider les pêcheurs canadiens. Malheureusement, le ministre est tellement absorbé par des questions d'environnement et de lutte contre la pollution qu'il semble avoir oublié les pêcheurs. Je n'ai pas l'intention de minimiser le besoin d'adopter des lois efficaces contre la pollution—de fait je trouve que des mesures plus rigoureuses pourraient s'imposer pour protéger l'environnement mais un grand nombre de pêcheurs de la côte est ont des problèmes tout aussi pressants pour lesquels aucune solution n'est en vue.

Il est bien difficile pour un pêcheur de St. Mary's Bay, dans ma circonscription, ou du district de Ferryland ou de la région de Placentia d'admettre que la marine coûte deux millions de dollars au gouvernement alors que lui, pêcheur, est laissé à lui-même pour se protéger ainsi que son matériel contre les navires de pêche étrangers.

Il y a actuellement au Canada une grave pénurie de logements à prix modiques pour les familles. Malgré les efforts qu'a faits le gouvernement jusqu'ici pour améliorer la situation, il ne semble pas y parvenir si on en juge d'après les statistiques sur le coût du logement, des matériaux de construction et des terrains. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je ne suis pas emballé par les mesures proposées dans le discours du trône en ce qui concerne le logement et l'urbanisme.

La plupart de ces propositions ne sont pas nouvelles. Il faut se rappeler que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) les avait déjà formulées et qu'il s'appropriait à les présenter à la Chambre au début de l'an dernier. Le ministre actuel des Affaires urbaines (M. Balford) a le sens de l'à-propos, mais les nouvelles mesures qu'il a présentées en juin dernier n'ont pas profité beaucoup au reste du Canada, même si elles ont sans doute contribué à faire élire le ministre.

Ayant étudié ces propositions précédentes, j'en ai vu les lacunes et j'ai compris qu'elles n'auraient pas suffisamment d'incidence sur la situation sociale au pays. Je ne puis croire que le ministre se soit corrigé et que les choses s'améliorent dans ses services en ce qui concerne l'aide aux mal-logés. Par ailleurs, si par un coup de bonheur les choses avaient changé, le ministre aimerait peut-être connaître un peu les problèmes de logement qui se posent à Terre-Neuve.

Un article que publiait ce matin le *Globe and Mail* donne la statistique relative au problème de l'habitation dans ma province. On y dit que Terre-Neuve semble être, de toutes les provinces, celle où le problème est le plus aigu. Monsieur l'Orateur, je regrette de devoir me dire d'accord sur cette constatation. Dans ma circonscription et à Terre-Neuve en général, le surpeuplement est extrême. Il n'y a pas assez de logements subventionnés pour loger ceux qui recherchent désespérément un endroit convenable pour vivre et pour élever leur famille.

L'Adresse—M. Carter

Dans ma ville, qui compte moins de 100,000 habitants, il y a plus de 500 familles pour qui les logements sociaux sont une nécessité impérieuse. Leurs noms figurent depuis assez longtemps sur les listes de l'Administration de l'habitation à Saint-Jean, mais il y a pour eux peu d'espoir d'obtenir de meilleurs logements dans un proche avenir.

Le coût moyen d'une maison neuve construite aux termes de la loi nationale sur l'habitation à Saint-Jean de Terre-Neuve dépasse le coût moyen de la même maison construite aux termes de la même loi dans d'autres régions du Canada. En soi, la chose ne serait pas tellement terrible, monsieur l'Orateur, sauf que dans ma province et dans ma ville, le revenu individuel du citoyen est très inférieur à celui des autres Canadiens; dans ma province et dans ma ville, le taux de chômage est plus élevé que dans les autres villes et provinces du Canada, et le coût de la vie y est également supérieur.

En additionnant le tout, on verra, j'en suis sûr, que le problème est très grave pour l'ouvrier de Saint-Jean et de Terre-Neuve. Monsieur l'Orateur, comment espérer qu'une personne contrainte de vivre et d'élever une famille dans une maison insalubre puisse apprécier comme il convient le problème de l'unité nationale ou celui du bilinguisme et du biculturalisme auquel notre gouvernement prodigue vient de consacrer des millions de dollars? Il serait grand temps que les ministériels, anglophones et francophones, regardent en face d'importantes réalités de l'existence. Je voudrais rappeler au ministre des Transports (M. Marchand) et au premier ministre, qui ont consacré dans ce débat des discours entiers aux problèmes du Canada francophone, que le Québec n'est pas la seule province où les citoyens éprouvent des difficultés et sont souvent traités comme des Canadiens de seconde classe. J'admets que, dans certains secteurs, cette province éprouve des difficultés particulières, mais pour l'essentiel, il n'y a pas beaucoup de différence entre les problèmes du Québec et ceux d'autres régions défavorisées du Canada. Ce sont des problèmes d'importance vitale et ils sont aussi élémentaires que la différence entre avoir et manquer. La misère et les souffrances qui découlent de la pauvreté ne connaissent aucune frontière linguistique ou culturelle.

• (1610)

Je voudrais faire comprendre au ministre et au premier ministre que les pêcheurs québécois ne doivent pas lutter davantage pour gagner leur pain que ceux de St. Mary's Bay, dans ma circonscription. L'appel d'un enfant qui est aux prises avec l'humiliation de l'assistance sociale, qui s'efforce de trouver sa place au soleil et d'éviter d'être écrasé par le système qui force sa famille et lui-même à recourir à l'assistance sociale est le même, qu'il soit exprimé en anglais ou en français.

Je crois que les problèmes qui se posent au Québec comme dans d'autres régions du Canada ne sont pas culturels ni linguistiques, comme certaines personnes voudraient nous le faire croire. Ce sont plutôt des problèmes de gens semblables à ceux de ma circonscription et ailleurs au Canada, qui réclament l'égalité sociale et économique. Leurs problèmes ne sont ni différents, ni moins acceptables, ni moins tangibles que ceux des habitants de Terre-Neuve ou des autres provinces dites défavorisées.

Je voudrais faire quelques observations sur la nécessité d'élargir et d'améliorer la législation relative à la protection du consommateur. Il faut reconnaître qu'au Canada l'augmentation rapide du crédit à la consommation a pro-